



"UKRAINE: LES MÉDIAS MENTENT COMME DES ARRACHEURS DE DENTS"

Déclaration de Mgr Carlo Maria Viganò
06 mars 2022

Pour celles et ceux qui souhaitent bien comprendre la situation mondiale en ce qui concerne la guerre entre la Russie et l'Ukraine, nous ne pouvons que vous inciter fortement à lire la lettre de l'archevêque Viganò! Il dépasse de loin, par ses sources et vision de la situation mondiale, les médias de masse. À l'heure où les mainstreams nous présentent des fake news comme des vérités et la vérité comme "conspirationniste", il faut lire ce que les justes transmettent à votre discernement et intelligence.

*Tous les liens présentés sur cette page sont en langues étrangères
excepté ceux précédés par cette flèche: (►)*

Rien n'est perdu avec la paix. Tout peut être perdu avec la guerre. Que les hommes apprennent à se comprendre à nouveau. Laissez-les reprendre les négociations. En négociant avec bonne volonté et en respectant les droits de l'autre partie, ils verront qu'une négociation sincère et active n'est jamais sans succès honorable. Et ils se sentiront grands — vraiment grands — si, en imposant le silence aux voix de la passion, tant collective que privée, et en faisant prévaloir la raison, ils parviennent à éviter le bain de sang de leurs frères et la ruine de leur pays.

Ainsi Pie XII, le 24 août 1939, s'adresse aux gouvernants et aux peuples sur l'imminence de la guerre. Il ne s'agissait pas de paroles de pacifisme vide, ni de silence complice face aux nombreuses violations de la justice qui avaient lieu de part et d'autre. Dans ce message radio, que certains se souviennent encore avoir entendu, l'appel du Pontife romain invoquait le "respect mutuel des droits de l'autre" comme prémisses à des négociations de paix fructueuses.

LE RÉCIT DES MÉDIAS

Si nous regardons ce qui se passe en Ukraine, sans nous laisser bernier par les falsifications macroscopiques des grands médias, nous nous rendons compte que le "respect mutuel des droits" a été complètement ignoré; au contraire, il semble que l'administration Biden, l'OTAN et l'Union européenne veuillent délibérément maintenir une situation de déséquilibre évident, précisément pour rendre impossible toute tentative de résolution pacifique de la crise ukrainienne, en provoquant la Fédération de Russie dans un conflit. C'est là que réside la gravité du problème. C'est le piège tendu à la fois à la Russie et à l'Ukraine, les utilisant toutes deux pour permettre à l'élite mondialiste de mettre en œuvre son plan criminel.

Ne nous étonnons pas si le pluralisme et la liberté d'expression, tant vantés dans les pays qui se prétendent démocratiques, sont quotidiennement bafoués par la censure et l'intolérance à l'égard des opinions qui ne sont pas conformes au récit officiel: de telles manipulations sont devenues la norme pendant la soi-disant pandémie, au détriment des médecins, scientifiques et journalistes dissidents, qui ont été discrédités et ostracisés simplement parce qu'ils ont osé remettre en question l'efficacité des sérums expérimentaux. Deux ans plus tard, la vérité sur les effets néfastes et la mauvaise gestion de l'urgence sanitaire leur donne raison, mais elle est obstinément ignorée car elle ne correspond pas à ce que le système voulait et veut encore.

Si les médias du monde entier ont pu jusqu'à présent mentir comme des arracheurs de dents sur une question de stricte pertinence scientifique, en répandant des mensonges et en dissimulant la réalité, nous devrions nous demander pourquoi, dans la situation actuelle, ils devraient soudainement retrouver l'honnêteté intellectuelle et le respect du code de déontologie qu'ils ont largement répudiés avec le Covid.

Mais si cette fraude colossale a été accompagnée et diffusée par les médias, il faut reconnaître que les institutions sanitaires nationales et internationales, les gouvernements, les juges, les forces de l'ordre et la hiérarchie catholique elle-même ont été responsables — chacun dans sa sphère avec des actions de soutien ou avec l'omission d'interventions éprouvées — du désastre qui a touché des milliards de personnes dans leur santé, leurs biens, l'exercice de leurs droits et même leur propre vie. Là encore, il est difficile d'imaginer que ceux qui ont été entachés de tels crimes par une pandémie délibérément recherchée et amplifiée puissent aujourd'hui avoir un sursaut de dignité et se préoccuper de leurs citoyens et de leur patrie lorsqu'une guerre menace leur sécurité et leur économie.

Il s'agit là, bien sûr, des réflexions prudentes de ceux qui souhaitent rester neutres et regarder avec détachement et presque désintéressement ce qui se passe autour d'eux. Mais ce n'est que si l'on approfondit les faits, et que l'on se documente auprès de sources autorisées et objectives, que l'on découvre que les doutes et les perplexités se transforment rapidement en certitudes troublantes.

Même si nous voulions limiter notre recherche à l'aspect économique, nous pouvons constater que l'information, la politique et les institutions publiques elles-mêmes dépendent d'un nombre restreint de groupes financiers dirigés par une oligarchie qui, de manière significative, est unie non seulement par l'argent et le pouvoir, mais par l'affiliation idéologique qui guide son action et son ingérence dans la politique des nations et du monde entier. Cette oligarchie montre ses tentacules dans l'ONU, l'OTAN, le Forum Économique Mondial (WEF), l'Union européenne et dans des institutions "philanthropiques" comme l'Open Society de George Soros et la [► Fondation Bill et Melinda Gates](#).

Toutes ces entités sont privées et n'ont de comptes à rendre à personne d'autre qu'à elles-mêmes, tout en ayant le pouvoir d'influencer les gouvernements nationaux, notamment par l'intermédiaire de leurs propres représentants élus ou nommés à des postes clés. Ils l'admettent eux-mêmes, reçus avec tous les honneurs par les chefs de gouvernement et les leaders mondiaux, à commencer par le Premier ministre italien Mario Draghi ([ICI](#)), et par ceux-ci flattés et craints comme les véritables maîtres des destinées du monde. Ainsi, ceux qui détiennent le pouvoir au nom du peuple souverain se retrouvent à piétiner sa volonté et à limiter ses droits, pour obéir comme des courtisans à des personnes que personne n'a élu, mais qui dictent l'agenda politique et économique aux nations.

Nous en venons alors à la crise ukrainienne, qui nous est présentée comme une conséquence de l'arrogance expansionniste de Vladimir Poutine envers un État indépendant et démocratique sur lequel il revendiquerait des droits absurdes. Le "belliciste Poutine" serait en train de massacrer la population sans défense, qui se lève courageusement pour défendre la patrie, les frontières sacrées de la nation et les libertés bafouées des citoyens. L'Union européenne et les États-Unis, "défenseurs de la démocratie", ne pouvaient manquer d'intervenir, par le biais de l'OTAN, pour restaurer l'autonomie de l'Ukraine, expulser "l'envahisseur" et garantir la paix. Face à "l'arrogance du tyran", les peuples doivent faire front commun, en imposant des sanctions à la Russie et en envoyant des soldats, des armes et une aide économique au "pauvre" président Zelensky, "héros national" et "défenseur" de son peuple. Comme preuve de la "violence" de Poutine, les médias diffusent des images de bombardements, de raids, de destructions, en attribuant la responsabilité à la Russie. Au contraire: c'est précisément pour garantir une "paix durable" que l'Union européenne et l'OTAN accueillent l'Ukraine à bras ouverts. Et pour éviter la "propagande soviétique", l'Europe met à l'index les médias Russia Today et Sputnik, afin de garantir des reportages "libres et indépendants".

C'est le récit officiel, auquel tout le monde se conforme; étant en guerre, la dissidence devient immédiatement une désertion, et les dissidents sont coupables de trahison et méritent des sanctions plus ou moins sévères, à commencer par l'exécration publique et l'ostracisme, bien connu du Covid envers les "non-vax". Mais la vérité, si nous voulons la connaître, nous permet de voir les choses différemment et de juger les faits pour ce qu'ils sont et non pour la manière dont ils nous sont présentés. C'est un dévoilement vrai et authentique, comme l'indique l'étymologie du mot grec ἀλήθεια (Alètheia). Ou peut-être, avec un regard eschatologique, une révélation, une ἀποκάλυψις.

L'EXPANSION DE L'OTAN

Tout d'abord, il est nécessaire de se rappeler les faits, qui ne mentent pas et ne peuvent être modifiés. Et les faits, aussi fastidieux soient-ils à rappeler à ceux qui tentent de les censurer, nous apprennent que depuis la chute du mur de Berlin, les États-Unis ont étendu leur sphère d'influence politique et militaire à presque tous les États satellites de l'ancienne Union soviétique: récemment encore, ils ont annexé la Pologne, la République tchèque, la Hongrie (1999), l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017), la Macédoine du Nord (2020). L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se prépare à s'étendre à l'Ukraine, à la Géorgie, à la Bosnie-Herzégovine et à la Serbie. En pratique, la Russie est menacée militairement — armes et bases de missiles — à quelques kilomètres de sa frontière, alors qu'elle ne dispose d'aucune base militaire à proximité des États-Unis.

Envisager l'expansion de l'OTAN en Ukraine sans susciter de protestations légitimes de la part des Russes est pour le moins surprenant, d'autant plus que l'OTAN s'est engagée auprès du Kremlin en 1991 à ne pas s'étendre davantage. Et ce n'est pas tout: fin 2021, Der Spiegel a publié les projets de traité avec les États-Unis et d'accord avec l'OTAN sur les garanties de sécurité ([ICI](#), [ICI](#) & [ICI](#)); Moscou a exigé de ses partenaires occidentaux des garanties juridiques qui décourageraient la poursuite de l'expansion de l'OTAN vers l'est, l'adhésion de l'Ukraine au bloc et l'établissement de bases militaires dans les pays post-soviétiques. Les propositions contenaient également une clause sur le non-déploiement des armes de frappe de l'OTAN près des frontières de la Russie et sur le retrait des forces de l'alliance en Europe orientale sur leurs positions de 1997.

Comme on peut le constater, l'OTAN a renié ses engagements ou, du moins, a forcé la question à un moment très délicat pour les équilibres géopolitiques. Nous devons nous demander pourquoi les États-Unis — ou plutôt: [► l'État profond américain](#), qui a repris le pouvoir après la [► fraude électorale](#) qui a porté Joe Biden à la Maison Blanche — veut créer des tensions avec la Russie et impliquer ses partenaires européens dans le conflit, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

Comme l'a fait remarquer avec lucidité le général Marco Bertolini, ancien commandant du Commandement des opérations inter-forces au sommet: "Les États-Unis ne se sont pas contentés de gagner la guerre froide, mais ont également voulu humilier la Russie, en s'emparant de tout ce qui, d'une certaine manière, relevait de leur sphère d'influence. Poutine a supporté les pays baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie ; il a réagi face au fait que l'Ukraine lui enlèverait toute possibilité d'accès à la mer Noire" ([ICI](#)). Il a ajouté: "Il y a un problème de contrôle du régime, une situation a été créée avec un premier ministre plutôt improbable Zelensky, quelqu'un qui vient du show-business". En cas d'attaque américaine contre la Russie, le général s'empresse de souligner que "les Global Hawks qui survolent l'Ukraine partent de Sigonella, en Italie, qui est en grande partie une base militaire américaine. Le risque est là, il est présent et il est réel" ([ICI](#)).

INTÉRÊTS DÉCOULANT DU BLOCAGE DE L'APPROVISIONNEMENT EN GAZ RUSSE

Nous devrions également nous demander si la déstabilisation de l'équilibre délicat entre l'UE et la Russie n'est pas également motivée par des intérêts économiques, découlant de la nécessité pour les pays de l'UE d'être approvisionnés en gaz liquéfié américain (pour lequel, en outre, des installations de regazéification sont nécessaires, ce dont de nombreux pays ne disposent pas et pour lequel nous devrions de toute façon payer beaucoup plus) au lieu du gaz russe (qui est plus respectueux de l'environnement).

De même, la décision d'ENI (société italienne privée d'hydrocarbures) de suspendre son investissement dans le gazoduc Blue Stream de Gazprom (de la Russie à la Turquie) signifie la privation d'une autre source d'approvisionnement, puisqu'il alimente le gazoduc transatlantique Pipeline (de la Turquie à l'Italie).

Ce n'est donc pas une coïncidence si, en août 2021, Zelensky a déclaré qu'il considérait le gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne comme "une arme dangereuse, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour toute l'Europe" (**ICI**): en contournant l'Ukraine, il prive Kiev d'environ un milliard d'euros par an en recettes de droits de transit. "Nous considérons ce projet uniquement à travers le prisme de la sécurité et nous le considérons comme une arme géopolitique dangereuse du Kremlin", a déclaré le président ukrainien, rejoignant ainsi l'administration Biden. La secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland a déclaré : "Si la Russie envahit l'Ukraine, le Nord Stream 2 n'ira pas de l'avant". Et c'est ce qui s'est passé, non sans de sérieux dommages économiques pour les investissements allemands.

LABORATOIRES DE VIROLOGIE DU PENTAGONE EN UKRAINE

Toujours au sujet des intérêts américains en Ukraine, il convient également de mentionner les laboratoires de virologie situés dans le pays, qui sont sous le contrôle du Pentagone, où seuls des spécialistes américains bénéficiant de l'immunité diplomatique semblent travailler et qui font directement rapport au ministère américain de la défense.

Il faut également rappeler la dénonciation par Poutine de la collecte de données génomiques sur la population, qui peuvent être utilisées pour des armes bactériologiques génétiquement sélectionnées (**ICI**, **ICI** et **ICI**). Les informations sur les activités des laboratoires en Ukraine sont, bien sûr, difficiles à confirmer, mais on comprend que la Fédération de Russie ait considéré, non sans raison, qu'ils pouvaient constituer une menace bactériologique supplémentaire pour la sécurité de la population. L'ambassade des États-Unis a retiré de son site Web tous les fichiers relatifs au programme de réduction des menaces biologiques (**ICI**).

Maurizio Blondet écrit: "L'événement 201, qui a simulé le déclenchement de la pandémie un an avant qu'elle ne se produise, a impliqué (avec les habituels Bill et Melinda) l'apparemment inoffensive Université John Hopkins avec son Centre de sécurité sanitaire (Center for Health Security) bien considéré. Cette institution humaine a longtemps porté un nom moins innocent: elle s'appelait le Center for Civilian Biodefense Strategies (Centre des stratégies de biodéfense civile) et ne s'occupait pas de la santé des Américains, mais de son contraire: la réponse aux attaques de bioterrorisme en temps de guerre. Il s'agit pratiquement d'une organisation civilo-militaire qui, lorsqu'elle a tenu sa première conférence en février 1999 à Crystal City (Arlington), où se trouve le Pentagone, a réuni 950 médecins, militaires, fonctionnaires fédéraux et responsables de la santé pour un exercice de simulation. Le but de l'exercice était de contrer une supposée attaque de variole "militarisée". Ce n'est que le premier d'une série d'exercices qui mèneront à Event 201 et l'Imposture Pandémique (**ICI**).

Des expériences sur des militaires ukrainiens ([ICI](#)) et des interventions de l'ambassade américaine auprès du procureur ukrainien Lutsenko en 2016, pour l'empêcher de se renseigner sur "un transfert d'argent d'un milliard de dollars entre George Soros et Barack Obama" ([ICI](#)) émergent également.

UNE MENACE INDIRECTE AUX VISÉES EXPANSIONNISTES DE LA CHINE À TAIWAN.

La crise actuelle en Ukraine a des conséquences secondaires, mais non moins graves, sur l'équilibre géopolitique entre la Chine et Taïwan. La Russie et l'Ukraine sont les seuls producteurs de palladium et de néon, qui sont indispensables à la production de puces électroniques.

"Les représailles potentielles de Moscou ont attiré une attention accrue ces derniers jours après que le groupe d'études de marché Techcet a publié un rapport soulignant la dépendance de nombreux fabricants de semi-conducteurs à l'égard de matériaux d'origine russe et ukrainienne, tels que le néon, le palladium et autres. Techcet estime que plus de 90% de l'approvisionnement américain en néon pour semi-conducteurs provient d'Ukraine, tandis que 35% du palladium américain provient de Russie. [...] Selon la Commission américaine du commerce international, les prix du néon ont augmenté de 600% avant l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie [...] en 2014, car les fabricants de puces se sont appuyés sur certaines entreprises ukrainiennes" ([ICI](#)).

"S'il est vrai qu'une invasion chinoise de Formose mettrait en péril la chaîne d'approvisionnement technologique mondiale, il est également vrai qu'une pénurie imprévue de matières premières en provenance de Russie pourrait arrêter la production, faisant perdre à l'île son "bouclier à micropuces" et incitant Pékin à tenter d'annexer Taipei".

LE CONFLIT D'INTÉRÊTS DE BIDEN EN UKRAINE

Une autre question qui n'est généralement pas analysée en profondeur est celle de Burisma, une société pétrolière et gazière qui opère sur le marché ukrainien depuis 2002. Rappelons que "pendant la présidence américaine de Barack Obama (de 2009 à 2017) le bras droit avec une "délégation" dans la politique internationale était précisément Joe Biden et c'est depuis lors une "protection" offerte par le leader démocratique américain aux nationalistes ukrainiens, une ligne qui a créé l'irréparable désaccord entre Kiev et Moscou ". [...] C'est Joe Biden qui, ces années-là, a mené la politique de rapprochement de l'Ukraine avec l'OTAN. Il voulait retirer le pouvoir politique et économique à la Russie. [...] Ces dernières années, le nom de Joe Biden a également été associé à un scandale sur l'Ukraine, qui avait ébranlé sa candidature. [...] C'est en avril 2014 que Burisma Holdings, la plus grande société énergétique ukrainienne (active dans le gaz et le pétrole), a embauché son fils Hunter Biden comme consultant, [...] avec un salaire de 50.000 dollars par mois. Tout est transparent, si ce n'est que, pendant ces mois, Joe Biden a poursuivi la politique américaine visant à amener l'Ukraine à reprendre possession des zones du Donbass qui sont devenues des républiques reconnues par la Russie. La région de Donetsk est censée être riche en gisements de gaz inexplorés qui ont été ciblés par Burisma Holdings. La politique internationale s'est mêlée à la politique économique, si bien que même les médias américains ont sourcillé ces années-là" ([ICI](#)).

Les démocrates ont affirmé que Trump avait créé un scandale médiatique pour nuire à la campagne électorale de Biden, mais ses accusations se sont avérées vraies par la suite. Joe Biden lui-même, lors d'une réunion au Rockefeller Council on Foreign Relations, a admis qu'il était intervenu auprès du président de l'époque, Petro Porochenko, et du Premier ministre, Arseni Iatseniouk, pour éviter que son fils Hunter ne fasse l'objet d'une enquête du procureur général Viktor Shokin. Biden avait menacé de "ne pas garantir un prêt d'un milliard de dollars des États-Unis lors d'un voyage à Kiev en décembre 2015", rapporte le New York Post ([ICI](#)). "Si le

magistrat n'est pas destitué, vous n'aurez pas l'argent" ([ICI](#) et [ICI](#)). L'avocat a effectivement été écarté, sauvant Hunter d'un nouveau scandale, après ceux dans lesquels il était impliqué. L'ingérence de Biden dans la politique de Kiev, en échange de faveurs pour Burisma et les oligarques corrompus, confirme tout l'intérêt de l'actuel président américain à protéger sa propre famille et sa propre image, en alimentant le désordre en Ukraine et finalement une guerre. Comment une personne qui profite de son propre rôle pour s'occuper de ses propres affaires et couvrir les crimes des membres de sa famille peut-elle gouverner honnêtement et sans être soumise à un chantage?

LA QUESTION NUCLÉAIRE UKRAINIENNE

Enfin, il y a la question des armes nucléaires ukrainiennes. Le 19 février 2022, lors d'une conférence à Munich, Zelensky annonce son intention de mettre fin au Mémoire de Budapest (1994), qui interdit à l'Ukraine de développer, de proliférer et d'utiliser des armes atomiques. Parmi les autres clauses du mémorandum figure également celle qui oblige la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni à s'abstenir d'exercer des pressions économiques sur l'Ukraine pour influencer sa politique: les pressions exercées par le FMI et les États-Unis pour fournir une aide économique en échange de réformes conformes à [► la Grande Réinitialisation](#) constituent une autre violation de l'accord.

L'ambassadeur ukrainien à Berlin, Andriy Melnyk, a soutenu sur la radio Deutschlandfunk en 2021 que l'Ukraine devrait retrouver son statut nucléaire si le pays ne rejoignait pas l'OTAN. Les centrales nucléaires ukrainiennes sont exploitées, reconstruites et entretenues par l'entreprise publique NAEK Energoatom, qui a complètement mis fin à ses relations avec les entreprises russes entre 2018 et 2021; ses principaux partenaires sont des entreprises dont les liens peuvent être retracés jusqu'au gouvernement américain. Il est facile de comprendre comment la Russie considère la possibilité pour l'Ukraine d'acquérir des armes nucléaires comme une menace et exige que Kiev adhère au pacte de non-prolifération.

LA RÉVOLUTION COLORÉE EN UKRAINE ET L'INDÉPENDANCE DE LA CRIMÉE, DE DONETSK ET DE LUGANSK.

Un autre fait. En 2013, après que le gouvernement du président Viktor Janukovyč a décidé de suspendre l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne et de renforcer les relations économiques avec la Russie, une série de manifestations connues sous le nom d'Euromaïdan a commencé, qui a duré plusieurs mois et a abouti à la révolution qui a renversé Janukovyč et conduit à l'installation d'un nouveau gouvernement. Une opération parrainée par George Soros, comme il l'a candidement déclaré à CNN: "J'ai une fondation en Ukraine depuis avant qu'elle ne devienne indépendante de la Russie; cette fondation a toujours été en activité et a joué un rôle décisif dans les événements d'aujourd'hui" ([ICI](#), [ICI](#) et [ICI](#)). Ce changement de gouvernement a provoqué la réaction des partisans de Janukovyč et d'une partie de la population ukrainienne opposée au tournant pro-occidental, non souhaité par la population, mais obtenu par une révolution colorée, dont la répétition générale avait eu lieu les années précédentes en Géorgie, en Moldavie et en Biélorussie.

Après les affrontements du 2 mai 2014, qui ont également impliqué des franges paramilitaires nationalistes (dont Pravyj Sektor), il y a aussi eu le massacre d'Odessa. Ces terribles événements ont également été scandaleusement dénoncés dans la presse occidentale; Amnesty International ([ICI](#)) et l'ONU ont dénoncé ces crimes et documenté leur atrocité. Cependant, aucun tribunal international n'a pris de mesures contre les responsables, comme il voudrait le faire aujourd'hui en ce qui concerne les crimes présumés de l'armée russe.

Parmi les nombreux accords non respectés, deux doivent également être mentionnés: le protocole de Minsk, signé le 5 septembre 2014 par le Groupe de Contact Trilatéral sur l'Ukraine, composé de représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk.

Parmi les points de l'accord figuraient le retrait des groupes armés illégaux, des équipements militaires, ainsi que des combattants et des mercenaires du territoire de l'Ukraine sous la supervision de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et le désarmement de tous les groupes illégaux. Contrairement à ce qui avait été convenu, les groupes paramilitaires néo-nazis sont non seulement reconnus officiellement par le gouvernement, mais leurs membres se voient même attribuer des postes officiels.

Toujours en 2014, la Crimée, Donetsk et Lougansk ont déclaré leur indépendance de l'Ukraine — au nom de l'autodétermination des peuples reconnue par la communauté internationale — et se sont déclarés annexés à la Fédération de Russie. Le gouvernement ukrainien refuse toujours de reconnaître l'indépendance de ces régions, sanctionnée par un référendum populaire, et laisse libre cours aux milices néonazies et aux forces militaires régulières pour infliger des violences à la population, car il considère ces entités comme des organisations terroristes. Il est vrai que les deux référendums du 2 novembre constituent une déformation du protocole de Minsk, qui prévoyait seulement une décentralisation du pouvoir et une forme de statut spécial pour les régions de Donetsk et de Lougansk.

Comme l'a récemment souligné le professeur Franco Cardini, "le 15 février 2022, la Russie a remis aux États-Unis un projet de traité pour mettre fin à cette situation et défendre les populations russophones. Parti à la poubelle. Cette guerre a commencé en 2014" ([ICI](#) et [ICI](#)). Et c'était une guerre dans les intentions de ceux qui voulaient combattre la minorité russe du Donbass: "Nous aurons des emplois, des pensions et eux non. Nous aurons des primes pour les enfants, et ils n'en auront pas. Nos enfants auront des écoles et des jardins d'enfants, leurs enfants seront au sous-sol. C'est ainsi que nous allons gagner cette guerre", a déclaré le président Petro Porochenko en 2015 ([ICI](#)).

L'assonance avec la discrimination contre les soi-disant "non-vax", privés de travail, de salaire, d'école, n'échappera pas. Huit années de bombardements à Donetsk et à Lougansk, avec des centaines de milliers de victimes, 150 enfants tués, des cas très graves de torture, de viol, d'enlèvement et de discrimination ([ICI](#)).

Le 18 février 2022, les présidents de Donetsk, Denis Pouchiline, et de Lougansk, Leonid Pasechnik, ont ordonné l'évacuation de la population civile vers la Fédération de Russie, en raison des affrontements en cours entre la milice populaire du Donbass et les forces armées ukrainiennes. Le 21 février, la Douma d'État (chambre basse du parlement russe) a ratifié à l'unanimité les traités d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle présentés par le président Poutine avec les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Dans ce contexte, le président russe a ordonné l'envoi de troupes russes pour rétablir la paix dans la région du Donbass.

On peut se demander pourquoi, dans une situation de violation flagrante des droits de l'homme par des forces militaires et des appareils paramilitaires néonazis (brandissant des drapeaux à croix gammée et affichant l'effigie d'Adolf Hitler) contre la population russophone des républiques indépendantes, la communauté internationale devrait considérer l'intervention de la Fédération de Russie comme condamnable et, en fait, rendre Poutine responsable de la violence. Où est le droit à l'autodétermination des peuples, tant vanté, en vigueur le 24 août 1991 pour la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, reconnu par la communauté internationale? Et pourquoi s'indigne-t-on aujourd'hui de l'intervention russe en Ukraine, alors que l'OTAN a mené des interventions en Yougoslavie (1991), au Kosovo (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Libye et en Syrie (2011), sans que personne ne soulève la moindre objection? Sans oublier qu'au cours des dix dernières années, Israël a attaqué à plusieurs reprises des cibles militaires en Syrie, en Iran et au Liban pour empêcher la création d'un front armé hostile à sa frontière nord, et qu'aucune nation n'a proposé de sanctions contre Tel Aviv.

Il est choquant de voir l'hypocrisie avec laquelle l'Union européenne et les États-Unis — Bruxelles et Washington — apportent leur soutien inconditionnel au président Zelensky, dont le gouvernement persécute impunément depuis huit ans les Ukrainiens russophones (**ICI**), qui se voient même interdire de parler leur propre langue dans une nation qui compte de nombreux groupes ethniques, dont le russe représente 17,2%. Et il est scandaleux que l'on passe sous silence l'utilisation de civils comme boucliers humains par l'armée ukrainienne, qui place des emplacements anti-aériens à l'intérieur de centres habités, d'hôpitaux, d'écoles et de jardins d'enfants, précisément pour que leur destruction puisse faire des victimes parmi la population.

Les médias grand public prennent soin de ne pas montrer des images de soldats russes aidant des civils à se mettre en sécurité (**ICI** et **ICI**) ou organisant des couloirs humanitaires, sur lesquels les milices ukrainiennes tirent (**ICI** et **ICI**). De même, les règlements de compte, les massacres, les violences et les vols perpétrés par une partie de la population civile, à laquelle Zelensky a fourni des armes, sont passés sous silence: les vidéos que l'on peut voir sur le web donnent une idée du climat de guerre civile savamment entretenu par le gouvernement ukrainien. A cela s'ajoutent les condamnés libérés pour rejoindre l'armée et les volontaires de la légion étrangère: une masse de têtes brûlées sans règles ni formation qui va contribuer à aggraver la situation et la rendre ingouvernable.

Président Volodymyr Oleksandrovych Zelensky

Comme cela a été exprimé dans de nombreux milieux, la candidature et l'élection du président ukrainien Zelensky s'inscrit dans la lignée du récent cliché d'un comédien ou d'une personnalité du show-business se prêtant à la politique. Il ne faut pas croire que le fait d'être dépourvu d'un cursus honorum approprié est considéré comme un obstacle pour accéder au sommet des institutions. Au contraire, plus une personne est apparemment étrangère au monde des partis, plus on peut supposer que sa réussite est déterminée par ceux qui sont au pouvoir. Le travestissement de Zelensky est parfaitement conforme à l'idéologie LGBTQ que ses soutiens européens considèrent comme une condition préalable à l'agenda des "réformes" que chaque pays doit adopter, au même titre que l'égalité des sexes, l'avortement et l'économie verte. Il n'est pas étonnant que Zelensky, membre du WEF (**ICI**), ait pu bénéficier du soutien de Schwab et de ses alliés pour arriver au pouvoir et réaliser la Grande Réinitialisation en Ukraine également.

La série télévisée de 57 épisodes que Zelensky a produite et dans laquelle il a joué montre la planification médiatique de sa candidature à la présidence ukrainienne et de sa campagne électorale. Dans la fiction *Le serviteur du peuple*, il joue le rôle d'un professeur de lycée qui devient inopinément président de la République et lutte contre la corruption de la politique. Ce n'est pas un hasard si cette série d'une médiocrité totale a néanmoins remporté le WorldFest Remi Award (USA, 2016), fait partie des quatre finalistes dans la catégorie comédie aux Seoul International Drama Awards (Corée du Sud) et a reçu l'Intermedia Globe Silver Award dans la catégorie des séries télévisées de divertissement au World Media Film Festival de Hambourg.

L'exposition médiatique de Zelensky à travers la série télévisée lui a valu plus de 10 millions de followers sur Instagram et a créé la prémisse du parti éponyme du *Serviteur du peuple*, dont Ivan Bakanov, PDG et actionnaire (avec Zelensky lui-même et l'oligarque Kolomoisky) de Studio Kvartal 95, propriétaire de la chaîne de télévision 1+1, est également membre. L'image de Zelensky est un produit artificiel, une fiction médiatique, une opération de manipulation du consensus qui, néanmoins, a réussi à créer dans l'imaginaire collectif ukrainien la figure politique qui, dans la réalité et non dans la fiction, a conquis le pouvoir.

"Un mois seulement avant les élections de 2019 qui lui ont donné la victoire, Zelensky aurait vendu la société [Studio Kvartal 95] à un ami, tout en trouvant le moyen pour sa famille de recevoir les bénéfices de l'entreprise qu'il avait officiellement abandonnée. Cet ami était Serhiy Shefir, qui a ensuite été nommé

conseiller à la présidence. [...] Les actions ont été vendues au profit de Maltex Multicapital Corp, une société appartenant à Shefir et enregistrée dans les îles Vierges britanniques" ([ICI](#)).

L'actuel président ukrainien a fait la promotion de sa campagne électorale avec une publicité extrêmement dérangeante ([ICI](#)) dans laquelle, armé de deux mitrailleuses, il tire sur des membres du parlement, les accusant d'être corrompus ou soumis à la Russie. Cependant, la prétention du président ukrainien à être un "serviteur du peuple" contre la corruption ne correspond pas à l'image qui se dégage des "Pandora Papers", qui indiquent que le milliardaire juif Kolomoïsky[1] lui a versé 40 millions de dollars à la veille des élections sur des comptes offshore ([ICI](#), [ICI](#) et [ICI](#))[2]. Chez lui, beaucoup l'accusent d'avoir pris le pouvoir aux oligarques pro-russes, non pas pour le donner au peuple ukrainien, mais pour renforcer son propre groupe d'intérêt et, en même temps, pour se débarrasser de ses adversaires politiques: "Il a liquidé les ministres de la vieille garde, en premier lieu le puissant ministre de l'Intérieur Avakov. Il a mis à la retraite le président de la Cour Constitutionnelle qui bloquait ses lois. Il a fermé sept chaînes de télévision de l'opposition. Il a arrêté, pour trahison, Viktor Medvedcuk, un pro-russe, mais surtout un leader de la Plateforme d'opposition-Pour la vie, le deuxième plus grand parti du parlement ukrainien après son Serviteur du peuple. Il juge également l'ancien président Porochenko, soupçonné de tout sauf d'être de mèche avec les Russes ou leurs amis, pour trahison. Le maire de Kiev, le populaire ancien champion du monde de boxe Vitaly Klitchko, a déjà fait l'objet de certaines perquisitions. En bref, Zelensky semble vouloir nettoyer publiquement toute personne qui ne s'aligne pas sur ses politiques" ([ICI](#)).

Le 21 avril 2019, il est élu président de l'Ukraine avec 73,22% des voix et le 20 mai, il prête serment; le 22 mai 2019, il nomme Ivan Bakanov, directeur général de Kwartal 95, premier chef adjoint des services de sécurité de l'Ukraine et chef de la direction principale de la lutte contre la corruption et le crime organisé de la direction centrale du service de sécurité de l'Ukraine. Aux côtés de Bakanov se trouve Mykhailo Fedorov, vice-président et ministre de la transformation numérique, membre du Forum Économique Mondial ([ICI](#)). Zelensky a lui-même admis qu'il était inspiré par le Premier ministre canadien Justin Trudeau ([ICI](#) et [ICI](#)).

Les relations de M. Zelenskyj avec le FMI et le Forum Économique Mondial (WEF)

Comme l'a montré le précédent tragique de la Grèce, la souveraineté nationale et la volonté du peuple exprimée par les parlements sont de facto supplantées par les décisions de la haute finance internationale, qui interfère dans les politiques des gouvernements par le chantage et l'extorsion pure et simple de nature économique. Le cas de l'Ukraine, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, ne fait pas exception.

Peu après l'élection de Zelensky, le Fonds Monétaire International a menacé de retenir son prêt de 5 milliards de dollars s'il ne se pliait pas à ses exigences. Lors d'une conversation téléphonique avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, le président ukrainien a été réprimandé pour avoir remplacé Yakiv Smolii par un homme de confiance, Kyrylo Shevchenko, moins enclin à se plier aux diktats du FMI. Anders Åslund écrit dans Atlantic Council: "Les problèmes entourant le gouvernement de Zelensky s'aggravent de manière alarmante. Tout d'abord, depuis mars 2020, le président a opéré un retour en arrière non seulement sur les réformes menées sous son mandat, mais aussi sur celles initiées par son prédécesseur, Petro Porochenko. Deuxièmement, son gouvernement n'a pas présenté de propositions plausibles pour répondre aux préoccupations du FMI concernant les engagements non respectés par l'Ukraine. Troisièmement, le président ne semble plus disposer d'une majorité parlementaire au pouvoir et semble désintéressé par la formation d'une majorité réformatrice" ([ICI](#)).

Il est clair que les interventions du FMI ont fini par obtenir l'engagement du gouvernement ukrainien à s'aligner sur les politiques économiques, fiscales et sociales dictées par l'agenda mondialiste, à commencer par l'"indépendance" de la Banque centrale ukrainienne par rapport au gouvernement: un euphémisme par

lequel le FMI demande au gouvernement de Kiev de renoncer au contrôle légitime de sa propre Banque centrale, qui est l'un des moyens d'exercer la souveraineté nationale, avec l'émission de monnaie et la gestion de la dette publique. En revanche, quatre mois plus tôt seulement, Kristalina Georgieva avait lancé la Grande Réinitialisation avec ► [Klaus Schwab, le prince Charles](#) et le secrétaire général des Nations unies António Guterres.

Ce qui n'avait pas été possible sous les gouvernements précédents a été accompli sous la présidence de Zelensky, honoré par le WEF ([ICI](#)) avec le nouveau gouverneur de la Banque centrale d'Ukraine, Kyrylo Shevchenko, qui, comme preuve de servilité, a écrit moins d'un an plus tard un article pour le WEF intitulé "Les banques centrales sont la clé des objectifs climatiques des pays et l'Ukraine montre la voie" ([ICI](#)). Voici donc l'Agenda 2030 réalisé, sous le chantage.

D'autres entreprises ukrainiennes ont également des liens avec le WEF: la State Savings Bank of Ukraine (l'une des plus grandes institutions financières d'Ukraine), le DTEK Group (un important investisseur privé dans le secteur énergétique ukrainien) et Ukr Land Farming (un leader dans le domaine des cultures). La banque, l'énergie et l'alimentation sont des secteurs qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la grande réinitialisation et de la ► [quatrième révolution industrielle](#) théorisées par Klaus Schwab.

Le 4 février dernier, le président ukrainien a fait fermer sept chaînes de télévision, dont ZIK, Newsone et 112 Ukraine, qui ne soutenaient pas son gouvernement. Anna Del Freo écrit: "La Fédération Européenne des Journalistes et la Fédération Internationale des Journalistes, entre autres, ont fermement condamné cet acte liberticide et demandé la levée immédiate de l'interdiction. Les trois stations ne seront plus diffusées pendant cinq ans: elles emploient quelques 1500 personnes, dont l'emploi est désormais menacé. Il n'y a pas de véritable raison pour la fermeture des trois réseaux, si ce n'est l'arbitraire des dirigeants politiques ukrainiens, qui les accusent de menacer la sécurité de l'information et d'être sous "l'influence maléfique de la Russie". Une forte réaction a également été exprimée par le NUJU, le syndicat des journalistes ukrainiens, qui parle d'une attaque très grave contre la liberté d'expression, puisque des centaines de journalistes ont été privés de la possibilité de s'exprimer et des centaines de milliers de citoyens du droit d'être informés". Comme on peut le voir, ce dont Poutine est accusé est réalisé par Zelensky et, plus récemment, par l'Union européenne, avec la complicité des plateformes sociales. Et elle poursuit: "Le blocage des chaînes de télévision est l'une des formes les plus extrêmes de restriction de la liberté de la presse", a déclaré le secrétaire général de la FEJ, Ricardo Gutierrez. "Les États ont l'obligation d'assurer un pluralisme effectif de l'information. Il est clair que le veto présidentiel n'est pas du tout conforme aux normes internationales en matière de liberté d'expression" ([ICI](#)).

Il serait intéressant de savoir quelles ont été les déclarations de la Fédération Européenne des Journalistes et de la Fédération Internationale des Journalistes à la suite du blocage en Europe des médias Russia Today et de Sputnik.

Mouvements néo-nazis et extrémistes en Ukraine

Un pays qui demande à la communauté internationale une aide humanitaire pour défendre sa population contre l'agression russe devrait se distinguer, dans l'imaginaire collectif, par son respect des principes démocratiques et une législation interdisant les activités idéologiques et la propagande extrémistes.

En Ukraine, les mouvements de la matrice néo-nazie impliqués dans des actions militaires et paramilitaires opèrent sans être inquiétés — souvent avec le soutien officiel des institutions publiques. Parmi eux: L'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) de Stepan Bandera, de matrice nazie, antisémite et raciste, déjà active en Tchétchénie et faisant partie du Right Sector (Secteur Droit), une association de mouvements d'extrême droite formée lors du coup d'État Euromaïdan de 2013/2014; l'Armée

Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA); l'UNA/UNSO, une aile paramilitaire du parti d'extrême droite ukrainien Assemblée Nationale d'Ukraine; la Confrérie Korchinsky, qui a offert sa protection à Kiev aux membres d'ISIS ([ICI](#)); Misanthropic Vision (MD), un réseau néonazi présent dans 19 pays, qui incite publiquement au terrorisme, à l'extrémisme et à la haine contre les chrétiens, les musulmans, les juifs, les communistes, les homosexuels, les Américains et les personnes de couleur ([ICI](#)).

Il convient de rappeler que le gouvernement a explicitement soutenu ces organisations extrémistes, tant en envoyant la garde présidentielle aux funérailles de ses membres qu'en soutenant le bataillon Azov, une organisation paramilitaire qui fait officiellement partie de l'armée ukrainienne sous le nouveau nom de Régiment d'Opérations Spéciales Azov et qui fait partie de la garde nationale. Le régiment Azov est financé par l'oligarque juif ukrainien Ihor Kolomoïsky, ancien gouverneur de Dnepropetrovsk, qui est également considéré comme le financier des milices nationalistes Pravyj Sektor (Secteur Droit), tenues pour responsables du massacre d'Odessa. Nous parlons du même Kolomoïsky mentionné dans les "Pandora Papers" comme étant un sponsor du Président Zelenskyj. Le bataillon entretient des relations avec plusieurs organisations d'extrême droite en Europe et aux États-Unis.

À la suite d'une rencontre, le 8 septembre 2014, entre le secrétaire général Salil Shetty et le Premier ministre Arsenij Jacenjuk, Amnesty International a appelé le gouvernement ukrainien à mettre fin aux abus et aux crimes de guerre commis par les bataillons de volontaires opérant aux côtés des forces armées de Kiev. Le gouvernement ukrainien a ouvert une enquête officielle sur cette affaire, précisant qu'aucun officier ou soldat du bataillon Azov n'a fait l'objet d'une enquête.

En mars 2015, le ministre ukrainien de l'Intérieur Arsen Avakov a annoncé que le bataillon Azov serait l'une des premières unités à être entraînées par les troupes de l'armée américaine dans le cadre de sa mission d'entraînement de l'opération Fearless Guard (Gardes Intrépides). La formation américaine a été interrompue le 12 juin 2015, lorsque la Chambre des représentants a adopté un amendement interdisant toute assistance (y compris les armes et la formation) au bataillon en raison de son passé néonazi. L'amendement a ensuite été abrogé sous la pression de la CIA ([ICI](#) et [ICI](#)) et les soldats d'Azov ont été formés aux États-Unis ([ICI](#) et [ICI](#)): "Nous formons ces gars depuis huit ans. Ce sont des combattants très courageux. C'est là que le programme de l'agence pourrait avoir un impact important".

En 2016, un rapport de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a blâmé le bataillon Azov pour le meurtre en masse de prisonniers, la dissimulation des corps dans des fosses communes et l'utilisation systématique de techniques de torture physique et psychologique. Il y a quelques jours, le commandant adjoint du bataillon, Vadim Troyan, a été nommé chef de la police de la région de l'Oblast par le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov.

Ce sont les "héros" qui se battent aux côtés de l'armée ukrainienne contre les soldats russes. Et ces héros du bataillon Azov, au lieu de protéger leurs enfants, osent en faire de la chair à pâté, en enrôlant des enfants ([ICI](#) et [ICI](#)), en violation du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et de l'adolescent ([ICI](#)) concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés: un instrument juridique ad hoc qui stipule qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne peut être recruté de force ou utilisé directement dans des hostilités, que ce soit par les forces armées d'un État ou par des groupes armés.

Eux aussi, inévitablement, sont visés par les armes létales fournies par l'Union Européenne, y compris l'Italie de Draghi, avec le soutien de partis politiques "antifascistes".

La guerre ukrainienne dans les plans du Nouvel Ordre Mondial

La censure contre les diffuseurs russes vise clairement à empêcher que le récit officiel ne soit contredit par les faits. Mais alors que les médias occidentaux montrent des images du jeu vidéo War Thunder ([ICI](#)), des images de Star Wars ([ICI](#)), des explosions en Chine ([ICI](#)), des vidéos de parades militaires ([ICI](#)), des images d'Afghanistan ([ICI](#)), du métro de Rome ([ICI](#)) ou des images de crématoires mobiles ([ICI](#)) en les faisant passer pour des scènes réelles et récentes de la guerre en Ukraine, la réalité est ignorée parce qu'il a déjà été décidé de provoquer un conflit comme arme de distraction massive pour légitimer de nouvelles restrictions des libertés dans les nations occidentales, conformément aux plans de la Grande Réinitialisation du Forum Économique Mondial et de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Il est clair que le peuple ukrainien, au-delà des questions que la diplomatie pourra résoudre, est victime du même coup d'état mondial de la part de puissances supranationales qui ont à cœur non pas la paix entre les nations, mais l'établissement de la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial. Il y a quelques jours à peine, la députée ukrainienne Kira Rudik a déclaré à Fox News, en brandissant une kalachnikov : "Nous savons que nous nous battons non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour le Nouvel ordre mondial".

Les violations des droits de l'homme en Ukraine et les crimes des milices néonazies dénoncés à plusieurs reprises par Poutine n'ont pas pu trouver de solution politique, car ils ont été planifiés et encouragés par l'élite mondialiste, avec la collaboration de l'Union Européenne, de l'OTAN et de l'État profond américain, dans un point de vue anti-russe et de rendre inévitable une guerre dont on obtiendra, principalement en Europe, l'adoption forcée du rationnement de l'énergie ([ICI](#))[3], des restrictions de voyage, le remplacement de la monnaie papier par de la monnaie électronique ([ICI](#) et [ICI](#)) et l'adoption de cartes d'identité numériques ([ICI](#) et [ICI](#)): nous ne parlons pas de projets théoriques, mais de décisions qui seront prises concrètement au niveau européen et dans les États en particulier.

Respect de la loi et des règles

L'intervention en Ukraine de l'OTAN, des États-Unis et de l'Union européenne ne semble pas avoir de légitimité. L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN et, en tant que telle, ne devrait pas bénéficier de l'aide d'un organisme dont l'objectif est la défense de ses États membres. Il en va de même pour l'Union Européenne, qui a reçu il y a quelques jours seulement la demande d'adhésion de M. Zelensky. Pendant ce temps, l'Ukraine a reçu 2,5 milliards de dollars des États-Unis depuis 2014 et 400 millions de dollars supplémentaires rien qu'en 2021 ([ICI](#)), plus d'autres fonds pour un total de 4,6 milliards de dollars ([ICI](#)). Pour sa part, Poutine a accordé 15 milliards de dollars de prêts à l'Ukraine pour la sauver de la faillite. L'Union européenne, pour sa part, a envoyé 17 milliards de dollars de financement, auxquels s'ajoutent ceux des différents États. La population a très peu profité de cette aide.

En outre, en intervenant dans la guerre en Ukraine au nom de l'Union européenne, Ursula Von Der Leyen viole les articles 9, 11 et 12 du traité de Lisbonne. La compétence de l'Union dans ce domaine relève du Conseil Européen et du Haut représentant, et non du président de la Commission. À quel titre Mme Von Der Leyen agit-elle comme si elle était le chef de l'Union Européenne, usurpant un rôle qui n'est pas le sien? Pourquoi personne n'intervient, surtout face au danger que représentent pour les citoyens européens les éventuelles représailles russes?

En outre, dans de nombreux cas, les constitutions des États qui envoient actuellement de l'aide et des armes à l'Ukraine ne prévoient pas la possibilité d'entrer dans un conflit. Par exemple, l'article 11 de la Constitution italienne stipule que "l'Italie répudie la guerre en tant qu'instrument d'agression contre la liberté d'autres peuples et en tant que moyen de règlement des différends internationaux". L'envoi d'armes et de soldats à une nation qui ne fait partie ni de l'OTAN ni de l'Union européenne constitue, de fait, une déclaration de guerre à

la nation qui lui est belligérante (la Russie, dans ce cas) et nécessiterait donc une délibération préalable de l'état de guerre, comme le stipule l'article 78 de la Constitution: "Les Chambres délibèrent sur l'état de guerre et confèrent au Gouvernement les pouvoirs nécessaires". A ce jour, il ne semble pas que les Chambres du Parlement aient été appelées à prendre une telle décision, ni que le Président de la République soit intervenu pour exiger le respect de la Constitution. Le Premier ministre Draghi, nommé par la cabale mondialiste pour la destruction de l'Italie et sa soumission ultime aux pouvoirs supranationaux, est l'un des nombreux chefs de gouvernement qui considèrent la volonté des citoyens comme un obstacle gênant à l'exécution de l'agenda du WEF. Après deux ans de violations systématiques des droits fondamentaux et de la Constitution, il est difficile de croire qu'il fait passer les intérêts de la nation avant ceux de ses électeurs : au contraire, plus les effets des sanctions adoptées par son gouvernement sont désastreux, plus il peut être considéré comme apprécié par ceux-ci. Le coup d'État perpétré avec l'urgence psycho-pandémique se poursuit aujourd'hui avec de nouvelles décisions misérables, ratifiées par un Parlement sans colonne vertébrale.

C'est également une violation de l'article 288 du code pénal italien que de permettre aux citoyens italiens - et même aux membres de la majorité gouvernementale et aux dirigeants politiques - de répondre à l'appel de l'ambassade ukrainienne à s'engager dans la Légion étrangère : "Quiconque, sur le territoire de l'État et sans l'approbation du gouvernement, enrôle ou arme des citoyens pour combattre au service ou pour le compte d'un pays étranger sera puni d'une peine d'emprisonnement de quatre à quinze ans". Aucun magistrat, du moins pour le moment, n'est intervenu d'office pour punir les responsables de ce crime. Une autre violation est représentée par le transfert d'Ukraine vers l'Italie (et vraisemblablement aussi vers d'autres pays) d'enfants obtenus par le biais d'une maternité de substitution, commandée par des couples italiens en violation de la loi 40/2004, sans aucune sanction pour les auteurs et les complices de ce crime.

Il convient également de rappeler que les expressions des membres du gouvernement ou des représentants politiques à l'égard de la Fédération de Russie et de son président, ainsi que les sanctions adoptées et les cas répétés de discrimination arbitraire à l'encontre de citoyens, d'entreprises, d'artistes et d'équipes sportives pour le simple fait d'être russes, constituent non seulement une provocation qu'il convient d'éviter afin de permettre une solution calme et pacifique à la crise ukrainienne, mais mettent également gravement en danger la sécurité des citoyens italiens (et ceux d'autres nations qui adoptent un comportement similaire). La raison d'une telle insouciance est incompréhensible, si ce n'est du point de vue d'une volonté délibérée de provoquer des réactions de la part de l'autre partie.

Le conflit russo-ukrainien représente un piège très dangereux tendu contre l'Ukraine, la Russie et les États européens.

L'Ukraine est l'ultime victime de bourreaux accomplis

La crise russo-ukrainienne n'a pas soudainement éclaté il y a un mois, mais a été préparée et nourrie depuis longtemps, certainement depuis le coup d'État à blanc de 2014 promu par l'État profond américain dans un dessin anti-russe. En témoigne, entre autres faits indiscutables, l'entraînement par la CIA du bataillon Azov "pour tuer les Russes" (**ICI**), obligeant l'Agence à abroger l'amendement du Congrès de 2015. Les interventions de Joe et Hunter Biden vont également dans le même sens. Il existe donc des preuves d'une action préméditée à long terme, conforme à l'expansion imparable de l'OTAN vers l'est. La révolution colorée d'Euromaidan et l'installation d'un gouvernement pro-atlantiste composé d'homines novi (hommes nouveaux) formés par les élites du WEF et de George Soros avaient pour but de préparer le terrain pour la subordination de l'Ukraine au bloc atlantiste, en la soustrayant à l'influence de la Fédération de Russie. À cette fin, l'action subversive des ONG du philanthrope hongrois, soutenue par la propagande des médias, a passé sous silence les crimes des organisations paramilitaires néonazies, financées par les mêmes sponsors que Zelensky.

Mais si le lavage de cerveau effectué par le courant dominant dans les pays occidentaux a réussi à transmettre un récit complètement faux de la réalité, il n'en va pas de même en Ukraine, où la population est consciente à la fois de la corruption de la classe politique au pouvoir et de son détachement des problèmes réels de la nation. Nous pensons que les "oligarques" n'existent qu'en Russie, alors qu'ils sont surtout présents dans la galaxie des États de l'ancienne Union soviétique, où ils peuvent accumuler richesse et pouvoir simplement en se mettant à la disposition des "philanthropes" et des multinationales étrangères. Peu importe que leurs comptes dans les paradis fiscaux soient la cause principale de la pauvreté de leurs citoyens, du retard du système de santé, du pouvoir écrasant de la bureaucratie, de l'absence quasi totale de services publics, du contrôle étranger d'entreprises stratégiques, de la perte progressive de souveraineté et d'identité nationale: l'important est de "faire de l'argent", de s'immortaliser avec des personnalités politiques, des banquiers, des marchands d'armes et des affameurs du peuple. Et puis aller à Versilia ou sur la côte amalfitaine pour exhiber leurs yachts et leurs cartes de crédit platine devant le serveur d'Odessa ou la femme de ménage de Kiev qui envoie son salaire gagné au noir à ses proches. Ces milliardaires ukrainiens portant la kippa sont ceux qui vendent l'Ukraine à l'Occident corrompu et corrupteur, échangeant leur propre bien-être contre l'asservissement de leurs compatriotes aux usuriers qui s'emparent du monde, partout avec les mêmes systèmes impitoyables et immoraux. Hier, ils ont réduit les salaires des travailleurs d'Athènes et de Thessalonique, aujourd'hui, ils ont tout simplement élargi leurs horizons à l'ensemble de l'Europe, où la population assiste encore incrédule à l'instauration d'une dictature, d'abord sanitaire, puis environnementale.

En revanche, comment auraient-ils pu, sans le prétexte de la guerre, justifier la flambée des prix de l'essence et du carburant, forçant le processus de transition "écologique" imposé d'en haut pour l'appauvrissement contrôlé des masses? Comment auraient-ils pu faire digérer aux peuples du monde occidental l'instauration de la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial, alors que la farce de la pandémie se dénouait, mettant en lumière le crime contre l'humanité commis par Big Pharma?

Et tandis que l'Union européenne et les chefs de gouvernement accusent la Russie de la catastrophe imminente, les élites occidentales montrent qu'elles veulent aussi détruire l'agriculture, appliquer à l'échelle mondiale les horreurs de l'Holodomor ([ICI](#)). En outre, dans de nombreux États (dont l'Italie), la privatisation des voies navigables — qui est un bien public inaliénable — est théorisée au profit des multinationales et dans le but de contrôler et de limiter les activités agricoles. Le gouvernement pro-atlantiste de Kiev ne s'est pas comporté différemment: pendant huit ans, la Crimée a été privée de l'eau du Dniepr pour empêcher l'irrigation des champs et affamer la population. Aujourd'hui, à la lumière des sanctions imposées à la Russie et de la réduction massive des approvisionnements en céréales, on comprend les énormes investissements de Bill Gates dans l'agriculture ([ICI](#)), qui suivent la même logique impitoyable de profit déjà expérimentée avec la campagne de vaccination.

Les Ukrainiens, quelle que soit leur origine ethnique, sont les derniers otages involontaires du même régime totalitaire supranational qui a mis l'économie des nations à genoux avec l'imposture Covid, après avoir théorisé publiquement la nécessité de décimer la population mondiale et de transformer les survivants en malades chroniques en compromettant désespérément leur système immunitaire.

Les Ukrainiens devraient réfléchir à deux fois avant de demander l'intervention de l'OTAN ou de l'UE, en supposant qu'il s'agisse vraiment d'eux et non de leurs dirigeants corrompus aidés par des mercenaires racistes et des groupes néo-nazis à la solde des hiérarques. Car si on leur promet la liberté face à l'envahisseur — avec lequel ils partagent l'héritage culturel et religieux commun d'avoir fait partie de la Grande Russie — en réalité, on prépare cyniquement leur élimination finale, leur soumission à la Grande Réinitialisation qui prévoit tout sauf la protection de leur identité, de leur souveraineté et de leurs frontières.

Que les Ukrainiens regardent ce qui est arrivé aux pays de l'Union européenne: le mirage de la prospérité et de la sécurité est démolé lorsqu'ils regardent les décombres laissés par l'euro et les lobbies de Bruxelles. Des nations envahies par des immigrants illégaux qui alimentent la criminalité et la prostitution; leur tissu social est détruit par des idéologies politiquement correctes; elles sont consciemment ruinées par des politiques économiques et fiscales irréflechies; elles sont réduites à la misère par l'élimination de la protection du travail et de la sécurité sociale; elles sont privées d'avenir par la destruction de la famille et la corruption morale et intellectuelle de la jeune génération.

Des nations autrefois prospères et indépendantes, distinctes dans leurs spécificités ethniques, linguistiques, culturelles et religieuses, ont été transformées en une masse informe de personnes sans idéaux, sans espoir, sans foi, sans même la force de réagir aux abus et aux crimes de ceux qui les gouvernent. Une masse de clients des multinationales, d'esclaves du système de contrôle généralisé imposé avec la farce pandémique, même face à l'évidence de la fraude. Une masse de personnes sans identité, marquées par le code QR comme les animaux d'une ferme intensive, comme les produits d'un immense centre commercial. Si tel a été le résultat de la renonciation à leur souveraineté pour tous — tous, sans exception! — les États qui se sont confiés à la colossale escroquerie de l'Union Européenne, pourquoi l'Ukraine ferait-elle exception?

Est-ce là ce que vos parents voulaient, ce qu'ils espéraient, ce qu'ils désiraient, lorsqu'ils ont été baptisés avec Vladimir le Grand sur les rives du Dniepr?

S'il y a un aspect positif que chacun d'entre nous peut reconnaître dans cette crise, c'est qu'elle a montré l'horreur de la tyrannie mondialiste, son cynisme impitoyable, sa capacité à détruire et annihiler tout ce qu'elle touche. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui devraient rejoindre l'Union Européenne ou l'OTAN, mais les autres États qui devraient enfin avoir un sursaut de fierté et de courage et partir, se débarrasser de ce joug détestable et retrouver leur indépendance, leur souveraineté, leur identité, leur foi. Leur âme même.

Que les choses soient claires: l'Ordre Nouveau n'est pas un destin inéluctable, il peut être renversé et dénoncé si seulement les peuples se rendent compte qu'ils ont été dupés et escroqués par une oligarchie de criminels bien identifiables, qui seront un jour soumis aux sanctions et au gel de fonds qu'ils appliquent aujourd'hui en toute impunité à quiconque ne plie pas le genou devant eux.

Un appel à la troisième Rome

Pour la Russie aussi, ce conflit est un piège. C'est un piège parce qu'il réaliserait le rêve de l'État profond américain de pousser la Russie hors du contexte européen pour de bon dans ses relations commerciales et culturelles, en la poussant dans les bras de la Chine, peut-être dans l'espoir que la dictature de Pékin puisse persuader les Russes d'accepter le système de crédit social et d'autres aspects de la Grande Réinitialisation qu'elle a jusqu'à présent réussi à éviter au moins en partie.

C'est un piège non pas parce que la Russie avait tort de vouloir "dénazifier" l'Ukraine de ses groupes extrémistes et d'assurer la protection et les garanties des Ukrainiens russophones, mais parce que ce sont précisément ces raisons — théoriquement viables — qui ont été créées pour la provoquer et l'inciter à envahir l'Ukraine, pour provoquer la réaction de l'OTAN, préparée de longue date par l'État profond et l'élite mondialiste. Le casus belli a été délibérément planifié par les véritables responsables du conflit, sachant qu'il susciterait exactement cette réponse de Poutine. Et c'est à Poutine, qu'il ait raison ou non, de ne pas tomber dans le piège et de retourner la situation en offrant à l'Ukraine des conditions de paix honorables sans poursuivre le conflit. En effet, plus Poutine sera convaincu d'avoir raison, plus il démontrera la grandeur de sa nation et son amour pour son peuple en ne cédant pas aux provocations.

Permettez-moi de répéter les paroles du prophète Isaïe: *Dissolve colligationes impietatis, solve fasciculos deprimentes, dimitte eos qui confracti sunt liberos, et omne onus dirumpe; frange esurienti panem tuum, et egenos vagosque induc in domum tuam; cum videris nudum, operi eum, et carnem tuam ne despexeris. Tunc erumpet quasi mane lumen tuum; et sanitas tua citius orietur, et anteibit faciem tuam justitia tua, et gloria Domini colliget te* [Le jeûne que J'approuve n'est-il pas plutôt celui-ci? Détache les chaînes de l'impiété, décharge les fardeaux accablants, renvoie libres ceux qui sont opprimés, et brise tout fardeau; partage ton pain avec celui qui a faim, et fais entrer dans ta maison les pauvres et ceux qui n'ont pas d'asile; lorsque tu verras un homme nu, couvre-le, et ne méprise pas ta propre chair. Alors ta lumière éclatera comme l'aurore, et ta santé reviendra bientôt; ta justice marchera devant toi, et la gloire du Seigneur te protégera. (Ésaïe 58, 6-8)].

La crise mondiale qui prépare la dissolution de la société traditionnelle a également concerné l'Église catholique, dont la hiérarchie est l'otage des courtisans apostats du pouvoir[4]. Il fut un temps où les pontifes et les prélats affrontaient les Rois sans respect humain, car ils savaient qu'ils parlaient avec la voix de Jésus-Christ, Roi des Rois. La Rome des Césars et des Papes est déserte et muette, comme l'est depuis des siècles la seconde Rome de Constantinople. Peut-être la Providence a-t-elle déterminé que c'est Moscou, la Troisième Rome, qui assume aujourd'hui devant le monde le rôle de κατέχων (2 Thessaloniens 2,6-7), d'obstacle eschatologique à l'Antéchrist. Si les erreurs du communisme ont été répandues par l'Union soviétique, s'imposant même au sein de l'Église, la Russie et l'Ukraine peuvent aujourd'hui jouer un rôle transcendantal dans la restauration de la civilisation chrétienne, en contribuant à apporter au monde une période de paix d'où sortira également l'Église, purifiée et renouvelée dans ses ministres.

Les États-Unis d'Amérique et les États européens ne doivent pas marginaliser la Russie, mais forger une alliance avec elle non seulement pour rétablir le commerce pour la prospérité de tous, mais en vue de reconstruire une civilisation chrétienne, qui seule peut sauver le monde du monstre mondialiste technosanitaire et transhumain.

Considérations finales

Il est très préoccupant que le destin des peuples soit entre les mains d'une élite qui n'a de comptes à rendre à personne pour ses décisions, qui ne reconnaît personne au-dessus d'elle et qui, pour atteindre ses propres intérêts, n'hésite pas à mettre en danger la sécurité, l'économie et la vie même de milliards de personnes, avec la complicité des politiciens à son service et des grands médias. La falsification des faits, l'altération grotesque de la réalité et la partialité de la diffusion des informations vont de pair avec la censure des voix dissidentes et des formes de persécution ethnique à l'encontre des citoyens russes, discriminés dans les pays mêmes qui se prétendent démocratiques et respectueux des droits fondamentaux.

J'espère que mon appel à la création d'une Alliance Anti-Mondialiste unissant les peuples en opposition à la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial pourra être repris par tous ceux qui se soucient du bien commun, de la paix entre les nations, de l'harmonie entre les peuples, de la liberté des citoyens et de l'avenir des nouvelles générations. Et avant cela, puissent mes paroles — ainsi que celles de tant de personnes intellectuellement honnêtes — contribuer à exposer la complicité et la corruption de ceux qui utilisent le mensonge et la fraude pour justifier leurs crimes, même en cette période de grande appréhension de la guerre en Ukraine.

"Que les forts nous écoutent, de peur qu'ils ne deviennent faibles dans l'injustice. Que les puissants nous écoutent, s'ils veulent que leur pouvoir ne soit pas destruction, mais soutien des peuples et protection de la tranquillité dans l'ordre et le travail" (Pie XII, Message radiophonique aux gouvernants et aux peuples face au danger imminent de la guerre, 24 août 1939).

Que le Saint Carême conduise tous les chrétiens à demander pardon à la divine Majesté pour les péchés de ceux qui foulent aux pieds sa sainte Loi: que la pénitence et le jeûne poussent le Seigneur Dieu à la miséricorde, tandis que nous répétons les paroles du prophète Joël: *parce Domine populo tuo et ne des hereditatem tuam in obprobrium ut dominantur eis nationes*. [Seigneur, aie pitié de nous, ton peuple, ne livre pas les tiens à la honte, ne permets pas que des peuples étrangers se moquent de nous. (Joël 2, 17)].

+ Carlo Maria Viganò, archevêque,
Ancien nonce apostolique aux États-Unis
6 mars 2022 Premier dimanche du Carême

Initialement publié en italien le 7 mars 2022, à l'adresse suivante:

<https://www.marcotosatti.com>

[1] Kolomoisly est également l'un des deux fondateurs en 2011, avec le milliardaire Vadim Rabinovich, du Parlement juif européen. Voir <http://ejp.eu/> . Notez que M. Rabinovich est membre de la Plateforme d'opposition-Pour la vie, le parti ukrainien pro-russe dont le leader Viktor Medvedcuk a été arrêté par M. Zelensky.

[2] Selon le politicien russe Viktor Vladislavovich Zubarev, membre de la Douma, Zelensky possède également 1,2 milliard de dollars déposés à la Dresdner Bank au Costa Rica et une villa à Miami achetée pour 34 millions de dollars.

Voir <https://twitter.com/ssistevini/status/1500383603586441216> | Pour un tableau plus complet, voir l'enquête de Slidstvo-info, une agence ukrainienne indépendante de journalisme d'investigation : <https://youtu.be/Pp0WWZbNGq4>.

[3] Il convient de noter que le ministre italien de la transition écologique, Roberto Cingolani, a décidé il y a quelques jours de céder une partie de ses stocks de pétrole à l'Ukraine "pour l'aider concrètement sur le plan énergétique également", exactement comme il a donné des millions de masques à la Chine pendant la pandémie, pour les racheter à Pékin peu après.

Cfr. <https://www.ansa.it/sito/notizie/politica/2022/03/02/ucraina-italia-cede-quota-delle-scorte-petrolifere-b84086a2-1b31-4846-98c2-de84581b9ec4.html>

[4] Dans le numéro du 6 mars, Famiglia Cristiana commente un article du fondateur de la Communauté de Sant'Egidio, Andrea Riccardi : "Arrêtons la guerre et construisons un nouvel ordre mondial". Cfr. <https://twitter.com/fratotolo2/status/1500446210393522176>